



PRÉSENTATION

LE 14 janvier 1990, Mobutu Sese Soko déclare : « la pérestroïka ne concerne pas les Zaïrois ». Mais dans le même temps, il décide d'instaurer un dialogue direct avec le peuple.

Ce dialogue, qui va durer deux mois, prend la forme de tournées présidentielles dans les régions, et la population est invitée à exprimer ses doléances à travers des textes qui seront centralisés par le Bureau national de consultation populaire présidé par Mokolo wa Mpombo.

L'onde de choc née de l'écroulement des régimes des pays de l'Est

une nouvelle orientation politique qui reprend un certain nombre de revendications formulées dans les mémorandums ou exprimées lors de la tournée :

- le MPR n'est plus le Parti-État ;
- un régime de tripartisme sera installé ;
- le pluralisme syndical est adopté ;
- Mobutu Sese Seko se met en congé du MPR et entend jouer à la tête de l'État le rôle d'un président arbitre.

Le lendemain, un nouveau gouvernement présidé par Lunda Buhulu — professeur de droit, conseiller juridique du Président et depuis 5 ans secrétaire général de la CEEAC (Communauté économique des États d'Afrique centrale) — est formé.

Le discours d'ouverture du Président s'explique par l'effervescence populaire kinois. Ville chouchoutée par le pouvoir, bénéficiant de beaucoup d'avantages par rapport au reste du pays (le pouvoir d'achat était triple de celui de Kisangani), Kinshasa a montré son opposition sans attendre la synthèse présidentielle : insignes du parti publiquement cassés, slogans anti-mobutistes dans les transports en commun, climat d'hostilité aux signes les plus manifestes du mobutisme...

Depuis cette période, Mobutu ne réside plus à Kin : il séjourne à Goma (Nord Kivu) ou dans son village de Gbadolite en Équateur. Le discours s'explique aussi par les conseils qu'ont prodigués les différents alliés occidentaux traditionnels. La rumeur précise que l'ambassade des États-Unis n'est pas absente dans cette décision.

L'entourage présidentiel et l'appareil du Parti-État désapprouvent le processus de démocratisation. Ils font pression contre l'ouverture.

Mais l'agitation populaire n'est pas calmée. Au contraire, de larges couches de populations sont entrées dans la spirale de la contestation : grèves successives des fonctionnaires, des médecins, des médias.

L'opposition politique prend confiance, réclame une conférence nationale, la formation d'un gouvernement de transition et s'épanouit dans une multitude de partis politiques : 60 groupements politiques n'exigeant pas de reconnaissance juridique sont formés (Parti démocrate et social chrétien, Alliance nationale des démocrates pour la Reconstruction, Front commun des nationalistes, Fédération des démocrates convaincus...).

Le nombre de nouveaux titres de journaux ne cesse d'augmenter

chagrin, et qui entend vérifier la véracité des propositions faites ; l'autre qui entend garder le contrôle du processus de renouveau dans les limites de son pouvoir.

Le caractère tragique des faits mettra l'accent sur la duplicité du régime. Mais l'impact international de l'événement obligera le pouvoir à donner des gages de sa volonté de changement. Cela passera par la création d'une commission d'enquête parlementaire et par le contenu du discours de Lubumbashi, le 30 juin à l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance. Le Président essaie de recoller à l'ouverture : il admet trois partis, fixe les règles de leur sélection et définit un calendrier électoral.

Le Conseil législatif adopte le 18 juillet la loi portant organisation et fonctionnement des partis politiques : élections primaires en janvier 1991 d'où devront sortir les trois partis politiques, puis élections présidentielles.

Le 7 octobre, Mobutu admet le multipartisme intégral.

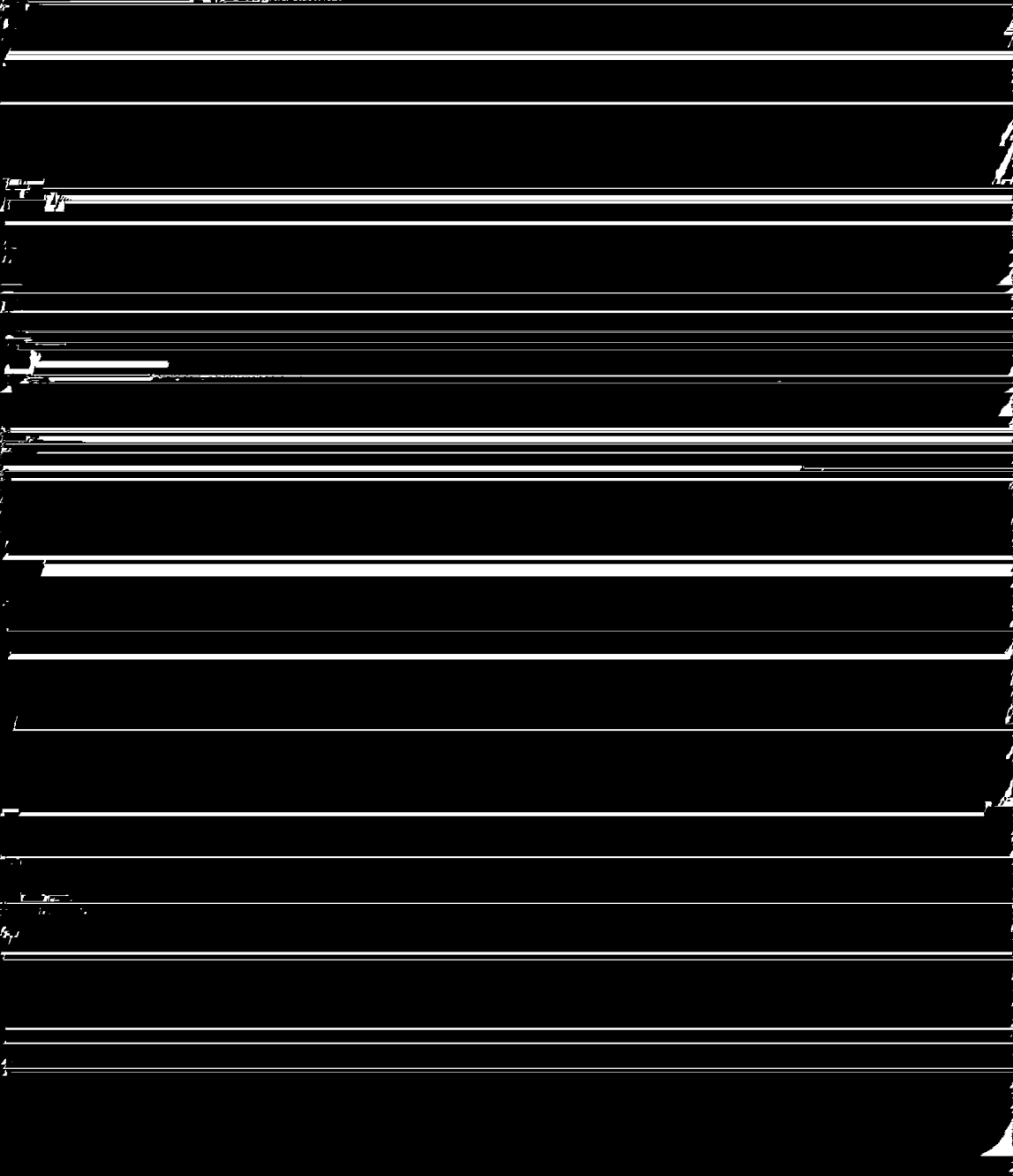
Les changements incessants de calendrier traduisent une volonté du Président-fondateur de manœuvrer pour contrôler à son profit l'ouverture promise.

Trois éléments sont sans doute à la base de ces changements et des fluctuations de calendrier :

— D'une part, Mobutu entend jouer sur l'inexistence de leaders d'envergure nationale pour se faire élire facilement Président. La clef

— il demande au Président de démissionner et en cela, met en contradiction Mobutu qui déclarait dans un interview à Jeune Afrique (n° 1533) le 21-05-1990 : « On m'a parlé d'un seul mémorandum qui préconisait mon départ. Un seul. J'ai demandé au coordinateur Mokolo de me le montrer. Il était introuvable (...) Personne n'a osé mettre ma personne en cause, ni dans les textes, ni au cours des audiences. »

— il est très précis dans la dénonciation de l'accaparement par le Président de la République.



dignitaires : dernier exemple en date, le conflit opposant Shematsi à Rwakabuba.

- *Changements intempestifs et permanents du Conseil exécutif.* Le changement de gouvernement est un mode de fonctionnement du système Mobutu. Il y a 4 à 5 fois par an des remaniements ministériels. Par ce procédé, Mobutu contrôle parfaitement le personnel ministrable qui sait qu'il ne restera pas longtemps en poste.

- *Équateur et ethnie ngbandi.* Le président est originaire de la région de l'Équateur, de l'ethnie Mongo et tribu ngbandi.

- « *Nationalité douteuse* ». Un certain nombre de cadres de l'État et du Parti sont d'origine rwandaise, soit qu'ils soient nés au Zaïre de parents émigrés, soit qu'ils aient émigré eux-mêmes. La place importante d'hommes comme Rwema Bisengimana qui fut pendant onze ans directeur de cabinet de Mobutu, a avivé les animosités.

- *Fonds mis à la disposition des services spéciaux.* Des financements prévus pour d'autres activités ont été affectés aux services de sécurité. Ainsi un bailleur de fonds a-t-il été surpris de savoir que des

plusieurs morts. Il est soupçonné d'avoir commencé sa carrière dans les services secrets à ce moment...

*Jean-Pierre Pabanel
octobre 1990*

**Mémoire adressé
au Président-fondateur du MPR,
président de la République du Zaïre
par les agents et fonctionnaires
du département
des Affaires étrangères**

Nous, agents et fonctionnaires du Département des Affaires étrangères, réunis ce samedi 17 mars 1990 en vue de répondre promptement à l'appel lancé à toutes les couches sociales du pays par le président-fondateur du MPR et président de la République, pour émettre des critiques sur le fonctionnement des organes du Parti-État et suggérer par la même occasion des solutions concrètes et pratiques :

— Considérant cette démarche du président-fondateur du MPR, président de la République, comme une des meilleures façons d'exercer la démocratie au Zaïre.

— Soucieux des maux qui rongent le fonctionnement des organes du Parti-État ainsi que toute la société zaïroise.

— Mûs par les mêmes sentiments que le président-fondateur du MPR, président de la République, les mêmes préoccupations que LUI.

— Convaincus du bien-fondé de cette approche appelée à mettre fin